

**AMBASSADE DE FRANCE EN AUSTRALIE
SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL**

BREVES OCEANIE-PACIFIQUE DU 15 JUIN AU 30 JUIN 2018

AUSTRALIE

Lancement des négociations entre l'Union européenne et l'Australie en vue d'un accord de libre-échange. La Commissaire européenne au commerce, Cecilia Malmström, ainsi que le premier ministre australien, Malcolm Turnbull, et le ministre du commerce australien, Steven Ciobo, ont officiellement lancé le 18 juin à Canberra les négociations en vue de la conclusion d'un accord commercial global et ambitieux entre l'Union européenne et l'Australie. La commissaire européenne au commerce s'est réjouie de l'engagement commun des deux partenaires en faveur d'un commerce mondial fondé sur des règles, du multilatéralisme, ainsi que de règles équitables et transparentes. Elle a cependant rappelé certains points durs prévisibles de la négociation, notamment ceux liés à la volonté européenne d'une extension du régime des indications géographiques aux produits agroalimentaires et à la volonté australienne d'élargir les quotas d'exportation de produits agricoles (ex. bœuf, agneau) vers l'UE. *Sources* : *SBS*, *Commission européenne*

Baisse des prix de l'immobilier résidentiel au T1 2018. Les prix de l'immobilier résidentiel ont enregistré une baisse de -0,7% au T1 2018, contribuant à un net ralentissement de la croissance des prix sur 12 mois (2%). Cette baisse s'explique par la baisse des prix dans les deux plus grandes villes du pays. En mars, Sydney (ville aux prix les plus élevés du pays) a enregistré son troisième trimestre consécutif de baisse des prix (-1,2%) et sa première baisse sur 12 mois des prix (-0,5%) depuis mars 2012. Melbourne a pour sa part enregistré sa première baisse trimestrielle des prix (-0,6%) depuis septembre 2012. Depuis le T3 2018, l'ensemble des grandes capitales australiennes ont vu leur taux de croissance annuel des prix de l'immobilier baisser, à l'exception d'Hobart (+14,1%) qui est un petit marché sujet à de fortes variations. La baisse des prix dans les deux prochaines années pourrait atteindre jusqu'à 10% selon certains analystes. Autre symptôme d'un marché se contractant, les taux de réussite des ventes aux enchères ont considérablement baissé, contribuant à tirer les prix à la baisse. *Sources* : *The Australian*, *ABS*

Accord en vue pour l'acquisition par JC Decaux d'APN Outdoor pour un montant de 714 M EUR (soit 1,1 Md AUD). L'acquisition à 6,70 AUD par action de l'entreprise de publicité australienne, APN Outdoor, spécialisée dans les panneaux publicitaires de grand format, permet à JC Decaux d'étendre sa présence en Australie. Ce pays est aujourd'hui le 7^{ème} marché publicitaire au monde. L'acquisition d'APN Outdoor permet à JC Decaux de développer son activité de publicité grand format et de publicité dans les lieux de transport (gares et aéroports). L'opération permet à l'entreprise française de se développer également sur le marché néo-zélandais, où APN Outdoor est présent. Le projet d'acquisition doit encore être soumis pour validation à l'actionnariat d'APN Outdoor puis à l'autorité australienne de la concurrence (ACCC). Il devrait être finalisé d'ici la fin 2018. *Sources* : *The Australian*, *Les Echos*

NOUVELLE-ZELANDE

Lancement des négociations entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande en vue d'un accord de libre-échange. Suite à sa visite en Australie, la commissaire européenne au commerce Cecilia Malmström s'est rendue en Nouvelle-Zélande où elle a procédé le 21 juin à Wellington avec le Ministre du Commerce David Parker et le Premier ministre par intérim Winston Peters au

lancement des négociations d'un accord de libre-échange. Indiquant que l'ouverture de ces négociations représentait une étape importante dans les relations entre les deux partenaires devant ouvrir de nouvelles possibilités économiques, la commissaire a également insisté sur la contribution d'un tel accord au renforcement des liens entre des alliés proches. Toujours selon la commissaire, l'accord devra permettre de fixer des règles communes ambitieuses et de façonner la mondialisation, en facilitant les échanges commerciaux tout en favorisant le développement durable. Comme avec l'Australie, les sujets agricoles (extension souhaitée des quotas d'exportation vers l'UE pour des produits comme le lait et la viande d'agneau et extension du régime européen des Indications géographiques) s'imposent comme des points sensibles des futures négociations. *Sources* : [NZ Herald](#), [Radio NZ](#), [Newsroom](#), [Commission européenne](#)

Refus du gouvernement d'avaliser le développement de mines de charbon dans des aires naturelles protégées. Les ministres de la Conservation, Eugenie Sage, et des Ressources Energétiques, Megan Woods, ont refusé d'avaliser la demande de la société minière *Rangitira Developments* d'exploiter 12 hectares dans l'aire protégée de Mt Rochfort, dans le cadre d'un grand projet de mine à ciel ouvert qui s'étendrait sur 116 hectares. Le refus des ministres a été justifié par le fait que le bénéfice économique du projet n'en compensait pas le coût environnemental. Si la société a toujours potentiellement accès à 96 hectares de terres, cette décision remet en question la viabilité économique du projet, dépendant de l'accès au charbon de haute qualité localisé dans l'aire protégée. *Sources* : [NZ Govt](#), [Stuff NZ](#), [Scoop NZ](#)

Lancement par le gouvernement de consultations en vue d'un renforcement du cadre réglementaire en matière de LAB/FT. Le gouvernement néo-zélandais a lancé en juin une consultation publique en vue d'un renforcement du cadre réglementaire en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, visant notamment une plus grande transparence autour des bénéficiaires effectifs de sociétés (personnes physiques pour lesquelles des transactions sont exécutées ou des activités réalisées) et de l'application effective des exigences en matière de compétence et d'honorabilité aux administrateurs d'institutions financières. Si la Nouvelle-Zélande n'apparaît aujourd'hui pas comme un grand centre de la criminalité financière, les produits de la fraude et du blanchiment n'en atteindraient aujourd'hui pas moins NZ\$1,35 Mds, selon la police néo-zélandaise. *Sources* : [NZ Govt](#), [Radio NZ](#), [Fiducia](#)

PACIFIQUE

Visite du Premier ministre du Vanuatu du 23 au 29 juin en Australie. Le Premier ministre du Vanuatu, Charlot Salwai Tabimamas, s'est rendu fin juin en Australie, dans le cadre notamment de la négociation d'un nouvel accord de sécurité, mais également de nouveaux projets de développement économique. Le souhait affiché du gouvernement australien d'une limitation de la présence et influence de la Chine dans le pays pourrait se traduire par de nouveaux engagements en matière d'aide au développement économique. *Sources* : [ABC](#), [The Australian](#), [SBS](#), [Vanuatu Independent](#)

Retrait partiel d'ANZ de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. La banque ANZ a annoncé son retrait de l'activité de banque de détail en Papouasie-Nouvelle-Guinée, dans un contexte de recentrage de ses activités sur l'Australie et la Nouvelle-Zélande. ANZ a conclu un accord de cession de ses activités (A\$ 10 Mds) avec la banque locale Kina Bank qui reprendra ses actifs dans la banque de détail, comprenant 15 succursales. ANZ maintient néanmoins une présence en PNG où elle continuera d'accompagner les grandes entreprises. *Sources*: [The Australian](#), [LOOP PNG](#), [Radio NZ](#)

Présentation du budget fidjien pour 2018-2019. Les dépenses, sont évaluées à FJ\$ 4,6Mds, les recettes à FJ\$4,2 Mds de recettes, avec un déficit de FJ\$414 M. Le budget inclut notamment de nouvelles dépenses sociales avec notamment des congés de maternité prolongés, la création de congés de paternité, de congés pour soins familiaux. L'éducation est la priorité affichée avec 22% du budget, y compris un programme de réduction de la dette des étudiants, mais aussi une

augmentation de 50% des bourses, le recrutement et l'amélioration des compétences des enseignants et la reconstruction d'écoles. Dans un objectif de santé, le gouvernement fait évoluer la fiscalité avec la suppression du droit de douane actuel de 5 % sur les fruits et légumes importés, tandis que la taxe sur les boissons sucrées a été augmentée pour lutter contre l'obésité. Le gouvernement a également introduit des incitations pour les médecins généralistes à s'installer dans des zones reculées. Parmi les mesures diverses, le gouvernement s'est engagé à créer des *hotspots* Wi-Fi gratuits dans les parcs publics, à doubler la taxe sur les sacs en plastique, à ouvrir un centre de recherche sur les maladies rénales et à subventionner la dialyse. Un fonds de stabilisation des prix sera mis en place pour l'industrie sucrière (qui a un poids majeur dans l'emploi rural), le seuil de la taxe de service a été augmenté, et le droit de douane sur les voitures neuves a été abaissé. Pour aider à l'augmentation du secteur touristique en croissance rapide, FJ\$99,3 millions ont été alloués à son financement, ainsi qu'une promesse de FJ\$74 millions pour améliorer les infrastructures routières et de transport. *Sources* : [Fiji Village](#), [Fiji Times](#), [Radio NZ](#), [Fiji Sun](#)